

NIGÉRIA

Les autorités doivent enquêter sur les homicides commis par les forces armées

Index AI : AFR 44/006/01

Amnesty International a appelé ce jour (mercredi 24 octobre 2001) les autorités à ouvrir dans les plus brefs délais une enquête efficace et impartiale sur les informations selon lesquelles des membres des forces armées ont abattu plus de 100 personnes dans le centre du Nigéria, pour venger la mort de soldats tués.

« L'attaque menée par ces membres des forces régulières était apparemment une opération de représailles, qui a duré trois jours. La vie des soldats qui ont pris part à cette intervention militaire n'était pas directement menacée. Les personnes tuées ont manifestement été victimes d'un déchaînement de violence meurtrière », a souligné l'organisation de défense des droits humains.

Les versions des faits diffèrent selon les sources, mais il semble que

plus de 100 habitants de villages situés le long de la frontière entre les États de Benue et de Taraba – jusqu'à 200 selon certaines informations – aient été tués du 22 au 24 octobre 2001, lorsque des membres des forces armées se sont livrés à un véritable carnage, ouvrant le feu sur des civils. Les soldats auraient également détruit de nombreux bâtiments. On ne connaît pas encore le bilan exact de ces violences, notamment le nombre de blessés.

Un représentant de l'État de Benue aurait confirmé que plus de 100 personnes avaient été tuées, tandis qu'un porte-parole de la police de cet État n'a pu confirmer aucun décès. En revanche, un représentant de l'armée nigérienne a catégoriquement nié que le moindre civil eût été tué. Il a affirmé que les forces armées avaient mené une opération destinée à reprendre possession d'armes qui avaient été dérobées aux soldats précédemment tués.

« Au lieu de chercher à nier, à minimiser ou à justifier ces exécutions extrajudiciaires, le gouvernement nigérian doit – pour éviter d'autres morts – condamner

publiquement ces homicides et faire clairement savoir que leurs auteurs seront contraints à rendre des comptes », a déclaré Amnesty International.

L'organisation appelle le gouvernement à prendre immédiatement des mesures pour identifier les responsables de la mort des 19 soldats tués ainsi que les membres des forces armées qui ont ordonné ou commis des actes de représailles illégaux. Tous les auteurs présumés d'infractions doivent être traduits en justice équitablement dans les plus brefs délais, et jugés par un tribunal indépendant et impartial, dans le cadre d'une procédure excluant tout recours à la peine de mort.

En novembre 1999, un massacre a été signalé dans la ville d'Odi, située dans l'État de Bayelsa, dans la région du delta du Niger. Cette tuerie, qui a duré plusieurs jours, constituait apparemment

Le gouvernement doit prendre maintenant les mesures qui s'imposent à la lueur de ces graves allégations. Les forces de sécurité ne doivent plus jouir de l'impunité dont elles ont bénéficié pendant les années de dictature militaire

*une opération de représailles consécutive aux meurtres de 12 policiers. Des organisations de défense des droits humains et des journalistes se sont vu interdire l'accès à cette zone pendant plusieurs jours, et le gouvernement a été accusé de dissimuler la vérité. Un groupe local de défense des droits humains, la *Civil Liberties Organisation* (CLO, *Organisation des libertés publiques*), a demandé qu'une enquête indépendante soit menée sur ces événements et que des groupes de défense des droits humains soient immédiatement autorisés à se rendre dans la région. Le président Olusegun Obasanjo a déclaré en juin 2000 à une délégation d'Amnesty International qu'il ne prendrait aucune initiative pour que soit menée en toute transparence une enquête indépendante sur ces homicides imputés aux forces de sécurité.*

jusqu'au rétablissement d'un régime civil en mai 1999. Le gouvernement doit faire le nécessaire de toute urgence pour empêcher la répétition d'un tel massacre, et protéger la population civile contre toute nouvelle violation

des droits humains commise par les forces qui sont censées garantir sa sécurité.

Complément d'information

Un conflit violent qui oppose de longue date les communautés de la région a fait de nombreux morts parmi la population, et laissé d'autres personnes sans abri.

Les attaques qui ont eu lieu dans les États de Benue et de Taraba ont apparemment été menées en représailles à la mort de 19 soldats, dont les corps mutilés ont été découverts le 12 octobre 2001 non loin de villages situés dans l'État de Benue, notamment près de Gbeji, de Vaase, d'Angiin et de Zaki-Biam. La responsabilité de ces homicides a été attribuée à la population locale, mais à la connaissance d'Amnesty International, aucune enquête n'a été ouverte et nul n'a été arrêté.

D'après les informations recueillies, des opérations militaires ont été lancées contre ces villages. À Gbeji, des soldats auraient regroupé des habitants sur la place du marché, avant de séparer les hommes et d'abattre plus de 100 d'entre eux. _

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>